

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 135 (1990)
Heft: 1

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344970>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

En état de nécrose avancée, le communisme européen a néanmoins gardé, à travers les phénomènes de rejet qui, après la Pologne et la Hongrie, ont successivement bouleversé l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et enfin la Roumanie, une part importante du pouvoir et une influence prépondérante sur le comportement de ces États en matière de relations internationales. La conséquence principale, c'est évidemment la fidélité, partout réaffirmée, au Pacte de Varsovie.

Il est vrai que, à Budapest, les réformateurs souhaitent un statut spécial au sein de ce pacte, et que Prague voudrait négocier le retrait – dont il est question depuis vingt ans – des troupes soviétiques. Mais, dans le concret de ce début de 1990, la stratégie de l'URSS conserve ses fondements, ses dimensions et ses disponibilités, encore qu'elle ne puisse pas tabler aussi sûrement que par le passé sur l'obéissance que lui témoigneraient, cas échéant, les armées satellites.

Paradoxalement, les Occidentaux se disent généralement rassurés par la consistance du Pacte de Varsovie, et ils repoussent comme celui-ci toute idée de changement dans le tracé des frontières actuelles. Parce qu'ils ne savent pas, mais pas du tout, comment il leur faudrait gérer une crise qui

remettrait en cause le *statu quo*, et parce qu'ils n'entrent pas dans les fantasmes d'un chancelier Kohl imaginant une Allemagne réunifiée mais dont les deux moitiés appartiendraient chacune à des alliances militaires opposées. La dimension de leur perplexité, voire de leur désarroi, a été révélée lorsque, en décembre, le Département d'État américain a quasiment invité les Soviétiques à intervenir en Roumanie. Fort heureusement pour l'OTAN, les Roumains ont voulu faire le ménage eux-mêmes, et ils ont eu du mérite, car leur armée, pauvrement équipée et entraînée, a dû affronter une *Securitate* bien préparée à tous égards; et fort heureusement aussi, M. Gorbatchev ne se souciait pas de prendre un risque non délibéré. Grâce à quoi les Occidentaux ne se sont pas trouvés dans le cas ridicule et périlleux d'avoir légitimé la doctrine Brejnev et favorisé la restauration du communisme dans une Europe orientale qui le vomit.

Les événements qui se précipitent en Europe orientale n'ont donc pas encore affecté dans leur nature et dans leur mécanisme les rapports stratégiques entre l'Est et l'Ouest, les obligations contractuelles restant en vigueur dans les deux camps. Le populaire ébahi a eu droit, ce dernier automne, à quelques *shows* brillant comme étoiles filantes: en octobre, par

la voix de M. Chevardnadze, l'URSS confessait que l'invasion de l'Afghanistan avait été une erreur, et la construction du radar de Krasnoïarsk une violation ouverte du traité sur les missiles antibalistiques – ce que M. Gorbatchev contestait une année auparavant. Début décembre, dans les eaux agitées de Malte, MM. Bush et Gorbatchev affichaient leur optimisme commun, mais aucune décision concrète ne sortait de cette rencontre. Deux semaines plus tard, Moscou répétait son intention de retirer dans les dix ans ses troupes stationnées hors de l'URSS, étant bien entendu qu'il s'agirait d'un «échange», cependant que, à Vienne, l'OTAN et le Pacte de Varsovie déposaient leurs projets respectifs d'accord sur la réduction des forces classiques en Europe. Enfin, le 19 décembre, le QG atlantique recevait à Bruxelles le ministre soviétique des Affaires étrangères pour une visite symbolique dont M. Woerner, secrétaire général de l'OTAN, devait dire qu'elle fut sans surprise, entendez sans résultat.

Il est certes compréhensible que la diplomatie du désarmement aille à l'allure du chariot des rois fainéants, tant il est vrai que les problèmes à résoudre dans la divergence des intérêts sont d'une effroyable complexité. Cela ne doit pas faire oublier que, dans les faits, les forces militaires respectives restent, malgré quelques contractions, semblables à elles-mêmes et dans le rapport que l'on connaît depuis des années. Du côté soviétique,

la réduction des effectifs matériels, notamment dans les formations blindées, est compensée par de meilleurs armements en moyens légers, au profit de la mobilité, alors que s'accroissent aussi les forces nucléaires et stratégiques – fusées intercontinentales mobiles et bombardiers *Blackjack*. Parallèlement, les Etats-Unis font un effort similaire, avec accent, semble-t-il, sur les forces navales dont M. Gorbatchev a dit à M. Bush qu'il aimerait bien les voir mises en question. En novembre, les Américains ont mis en service leur quinzième porte-avions, le nucléaire *Abraham Lincoln* de 100 000 tonnes. («Il a fallu cinq ans pour construire ce porte-avions, a dit à cette occasion M. Cheney, secrétaire à la Défense, mais les intentions peuvent changer en une nuit...») Dans le même temps, la tendance à la «restructuration» à la baisse, pour des raisons ou sous des prétextes budgétaires et démographiques, se précise chez les alliés européens. C'est ainsi que l'Allemagne fédérale projette des réductions d'effectifs dans ses trois armes, et notamment dans la Bundeswehr qui tombera de 495 000 à 420 000 hommes en temps de paix au milieu de la décennie.

*
* *

Si, le 20 décembre, le souci majeur du président Bush avait été de capturer un dictateur trafiquant de drogue et usurpateur d'un pouvoir que les électeurs lui avaient retiré, on peut bien

penser que l'intervention américaine au Panama aurait pris une autre forme, plus subtile, et engagé d'autres moyens, mieux appropriés à cette mission, que l'engagement de deux illustres divisions aéroportées. Mais, pour Washington, il y avait plus grave: le 15 décembre, Noriega avait décrété l'état de guerre contre les Etats-Unis, et le harcèlement avait commencé dans la zone du canal. Le président Bush n'a donc pas hésité à entreprendre une action destinée à protéger ses compatriotes avant qu'il soit trop tard, et à couvrir une voie d'eau d'importance capitale pour la stratégie et l'économie américaines. Cet objectif a été atteint; et Noriega, malgré le soutien tout verbal de Moscou et de Tripoli, de Cuba, du Nicaragua et de feu Ceausescu, a dû se résigner à demander l'asile de la nonciature apostolique.

Reste que, pour les Etats-Unis, le dégagement pourrait être plus difficile que l'engagement, et que l'affaire panaméenne ne simplifie pas une situation qui, en Amérique centrale, s'est à nouveau dégradée. La tension est remontée en novembre lorsque, au Salvador, le Front Farabundo Marti a lancé dans la capitale une offensive qui, si elle n'a pas atteint son objectif, a en tout cas démontré que l'opposition armée disposait de gros moyens, et sans doute rejeté le pays au plus profond de la guerre civile. Mais déjà, le 1^{er} novembre, tirant argument des infiltrations de Contras venus du Honduras, le président nicaraguayen

Ortega avait décrété la fin de la trêve en vigueur depuis mars 1988, et relancé de lourdes offensives. Or, derrière Managua, il y a toujours Moscou, sans parler de Fidel Castro qui se dit en rupture de doctrine avec M. Gorbatchev. Il devient donc difficile de croire que les présidents américain et soviétique sont en plein accord sur l'évolution souhaitable en Amérique centrale...

*
* *
*

Guerres oubliées. Au Cambodge où, selon le haut commandement thaïlandais, Hanoï maintiendrait quelque 80 000 combattants de diverses appellations, le mois d'octobre a vu se développer dans le nord-ouest deux offensives distinctes de la Résistance. Au nord du grand axe qui conduit de Sisophon à la frontière de Thaïlande, les forces anticomunistes du Front national de libération et de l'armée de Sihanouk ont conquis plusieurs localités importantes; au sud de cet axe, et toujours près de la frontière, ce sont les Khmers rouges qui, à la fin du mois, ont délogé les gouvernementaux du centre minier de Pailin. Impossible de dire si ces acquis pourront être conservés pendant toute la saison sèche car, outre les forces vietnamiennes qui le soutiennent, le régime de Phnom Penh peut toujours compter sur les armements que lui fournissent Hanoï et Moscou. On notera cependant que la Résistance est désormais bien implantée dans la province de Battambang

limitrophe de la Thaïlande et que, fait nouveau, les deux fractions rivales de la Résistance semblent s'être réparti les zones d'opérations au lieu de se combattre.

Au dixième anniversaire de l'invasion soviétique, et malgré le retrait officiel, voici dix mois, des derniers soldats de Gorbatchev, l'Afghanistan n'en finit pas de subir les séquelles de l'agression. Le régime Najibullah est moins que jamais à court d'approvisionnements, d'armements et de conseillers venus du Nord. A en croire la Résistance, les batteries de Scud sont aux mains de servants soviétiques, et des pilotes soviétiques aussi continuent de participer aux opérations aériennes. Pour autant, et malgré la désunion des chefs politiques de l'arrière, les Moudjahiddine n'en dominant pas moins la plus large part du territoire, et leur pression sur les villes ne se relâche pas. Serrée de près, dépendant des approvisionnements qui lui parviennent par air et par la route de Salang, Kaboul, la capitale, subit le harcèlement constant des roquettes. Et, pour soutenir les garnisons des villes de province telles que Kandahar, le gouvernement a dû apparemment renoncer à la méthode des gros convois fortement escortés, décidément trop vulnérables aux attaques de la guérilla.

*
* *
*

Si l'Iran et l'Irak sont toujours dans une relation «ni paix ni guerre»,

l'inquiétude du premier s'est sans doute aggravée début décembre, lorsque le second a annoncé le lancement réussi d'un missile de portée intermédiaire de sa fabrication. Bagdad disposait certes déjà d'engins capables d'atteindre la capitale iranienne aussi bien que Damas ou Jérusalem. Mais, s'il devient opérationnel, le nouvel engin irakien pourrait atteindre le détroit d'Ormouz, à la sortie du golfe Persique... En retard sur son voisin et rival, la Syrie négocie l'achat de M-9 chinois portant à 600 km, ce qui est largement suffisant pour alarmer Israël, dont les fusées *Jéricho* vont aussi de l'avant. La prolifération, on le voit, va bon train. Mais pour l'heure, c'est au niveau du sol, et du sol libanais, que se situent les soucis des acteurs de l'interminable conflit proche-oriental. Incapables d'imaginer mieux qu'une discussion, dans deux ans, sur un éventuel redéploiement des troupes syriennes au Liban, les médiateurs arabes réunis en octobre à Taef ont en fait couvert l'occupant, ce qui, malgré l'apparente reconstitution d'une légalité libanaise – au prix de l'assassinat d'un premier président – ne pouvait que durcir la volonté d'indépendance des chrétiens regroupés autour du général Aoun. La paix intérieure du pays des cèdres n'a donc pas progressé d'un pas, cependant que se poursuivent, dans une sinistre routine, les tueries entre les bandes chiites d'obédiences rivales, les coups de main de l'OLP et les ripostes ponctuelles d'Israël.

*
* *
*

Guerres oubliées encore: à la frontière soudanaise, les Tchadiens ont liquidé la Légion islamique de leur récent ami Kadhafi; près de l'autre frontière du Soudan, celle de l'est, l'armée de la junte de Khartoum a subi des revers, en octobre, devant celle du chef sudiste Garang, et les perspectives d'une réconciliation nationale se sont éloignées une fois de plus; en Ethiopie, le président Mengistu, qui ne peut plus attendre grand-chose de ses fidèles amis d'Allemagne orientale, a vu, en novembre, les rebelles du Tigré progresser vers sa capitale, ce qui l'a obligé à dégarnir son front érythréen; et, dans le nord de la Somalie voisine, le Mouvement national en rébellion contre le président Siad Barré est en

train de se tailler un domaine sur les bords du golfe d'Aden.

Sur le versant atlantique de l'Afrique, le tableau n'est guère plus riant. Car si la Namibie s'organise dans un calme qu'on espère durable, et si les Cubains quittent l'Angola conformément au calendrier établi voici un an, le combat a repris en fin d'année entre l'UNITA et l'armée du gouvernement de Luanda.

Si l'on ajoute à cela que rien n'est encore réglé au Sahara occidental où la guerre s'est encore réactivée en octobre entre le front Polisario et l'armée marocaine, on conviendra que l'Afrique n'aborde pas la nouvelle décennie dans un état de stabilité supérieur à celui des autres continents...

J.-J. C.